

## Conditions préalables à l'offre de logements du marché dans les réserves

### INTRODUCTION

Selon les données du recensement de 2006, le taux de propriété chez les membres des Premières nations vivant dans les réserves (31 %) est généralement beaucoup moins élevé que celui de Canadiens vivant hors des réserves (69 %). Il varie toutefois d'une collectivité à l'autre; dans certaines réserves, il est assez généralisé et dans d'autres, il est presque nul. Nombre de facteurs socio-économiques et juridiques contribuent à ce très faible taux de propriété dans les collectivités des Premières nations.

En général, le revenu des ménages y est beaucoup plus faible, ce qui limite la capacité des individus et des familles d'acheter une maison. Même lorsque ce facteur n'est pas en cause, la pénurie de services financiers et de possibilités de crédit, qui sont pourtant facilement accessibles hors des réserves, réduit l'accès à la propriété dans les réserves. Par ailleurs, il est particulièrement difficile de garantir les prêts à l'habitation dans les réserves, à cause du statut juridique attribué aux terres en vertu de la *Loi sur les Indiens*. Ces terres sont réservées pour l'usage des Premières nations et ne peuvent être aliénées, de sorte qu'un prêteur ne peut saisir une propriété en cas du défaut de paiement d'un emprunteur. Il faut donc déterminer d'autres mécanismes pour garantir les prêts à l'habitation.

Certaines collectivités des Premières nations affichent des taux de propriété plus élevés et ont réussi à offrir à leurs membres un meilleur accès à du financement. Toutefois, on ne comprend pas entièrement comment elles ont pu obtenir de tels résultats. L'étude des mécanismes par lesquels ces Premières nations ont augmenté les taux de propriété nous permettra de comprendre comment développer le logement du marché dans les collectivités des Premières nations.

Le logement du marché est une notion en vertu de laquelle les ménages paient la totalité des coûts liés à l'achat ou à la location de leur logement. Dans le cas d'un achat, la propriété du logement est conditionnelle à l'obtention d'un prêt. Le mouvement vers le logement

du marché et l'accession à la propriété contribue à la construction de nouvelles habitations dans les collectivités des Premières nations et atténue les problèmes de surpopulation.

La présente étude a porté principalement sur la mise en place d'un marché du logement et de mécanismes d'accession à la propriété et sur la création de nouvelles options de logement offertes aux membres de huit collectivités des Premières nations.

### OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Ce projet de recherche a porté sur huit Premières nations canadiennes considérées comme des chefs de file en raison de leurs stratégies d'accession à la propriété et de logements du marché. Il a poursuivi les trois objectifs suivants :

- étudier l'expérience des Premières nations participantes et déterminer les conditions préalables au logement du marché et à l'accession à la propriété pour ces cas;
- recenser les pratiques qui ont mené à l'élaboration d'options de logement efficaces par les collectivités des Premières nations participant à la recherche;
- élaborer un cadre à partir des résultats de l'étude qui permettra aux Premières nations de mettre au point des stratégies en matière de logements du marché et d'accroître le taux de propriété.

### MÉTHODE

Les huit collectivités canadiennes étudiées ont été choisies en fonction de leurs approches novatrices en matière d'accession à la propriété et de programmes de soutien. D'autres aspects, comme la représentation régionale et l'emplacement des collectivités (en région rurale, urbaine et éloignée) ont été pris en compte. L'annexe A fournit des renseignements sur les Premières nations participantes.

Les gestionnaires d'habitations des huit collectivités participantes ont agi comme facilitateurs locaux et ont aidé le chercheur à interviewer les personnes-ressources et à consulter les archives. Les renseignements ont été recueillis dans le cadre d'au moins six entrevues dans chaque collectivité, notamment avec des dirigeants communautaires (chefs, membres du conseil et aînés), des professionnels de l'habitation et des occupants de maisons. D'autres données proviennent de documents et de dossiers administratifs fournis par les Premières nations participantes.

Les données recueillies lors des visites ont été analysées dans l'objectif de déterminer des tendances, des contextes, des événements et des pressions communautaires particuliers, des caractéristiques démographiques et économiques et des pratiques ayant favorisé l'accession à la propriété dans les collectivités. Sur la base de cette analyse, l'étude a permis de tirer des conclusions sur les facteurs de réussite, qualifiés de conditions préalables à une plus grande accession à la propriété dans ces collectivités, et à leurs corrélations.

## LIMITES

L'étude a été limitée à un échantillon de huit collectivités. Bien que l'on ait pris soin de choisir différentes collectivités en fonction de leur situation géographique et de leur nombre d'habitants, le fait qu'elles soient peu nombreuses leur a donné une importance accrue lors de l'analyse. Une étude à plus grande échelle aurait peut-être montré que d'autres Premières nations définissent ou expérimentent différemment les conditions préalables. Le choix et le nombre de participants passés en entrevue peuvent également avoir influé sur les résultats. Les conclusions de l'étude auraient peut-être été différentes si nous avions procédé à un plus grand nombre d'entrevues dans chaque collectivité. Nous aurions peut-être ainsi déterminé d'autres conditions préalables. Enfin, comme la stratégie de recherche est fondée sur un nombre restreint d'études de cas, cette recherche n'a pas été conçue pour permettre de généraliser au-delà de l'échantillon.

## CONSTATATIONS

### Conditions préalables au logement du marché dans les réserves

Les participants à l'étude et le chercheur ont recensé onze (11) conditions préalables (voir le tableau 1) menant à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes d'accession à la propriété. Chaque collectivité a relevé une combinaison différente de ces conditions, selon son expérience en matière d'accession à la propriété et de logement du marché. Certaines n'ont mentionné que deux ou trois conditions préalables, d'autres en ont mentionné beaucoup plus, jusqu'à neuf.

**Tableau 1** Conditions préalables au logement du marché dans les collectivités des Premières nations

#### Développement économique et possibilités d'emploi –

Les Premières nations ayant une économie vigoureuse favorisent le développement d'entreprises et les possibilités d'emploi, assurant ainsi une stabilité de revenu à leurs membres.

**Soutien et engagement des dirigeants** – Soutien et engagement du chef et du conseil pour le développement d'options d'accession à la propriété et l'accès à du financement.

**Participation et éducation de la collectivité** – La remise de documents d'information et de ressources sur l'accession à la propriété et le financement de l'habitation aide les membres des Premières nations à mieux exprimer leurs besoins et à mieux faire part des questions qui les préoccupent par rapport à l'accession à la propriété dans leur collectivité.

#### Gestionnaires d'habitations ayant reçu une formation –

L'embauche de gestionnaires d'habitations qui ont reçu une formation en construction, en gestion immobilière, en comptabilité et en d'autres domaines ayant trait à la réalisation et à la gestion d'habitations dans les collectivités des Premières nations.

**Employés agréés au service des finances** – L'embauche, par les Premières nations, d'employés agréés dans les domaines de la finance et de la comptabilité.

**Ouvriers locaux qualifiés** – La disponibilité, au sein de la collectivité, d'une main-d'œuvre qualifiée comptant par exemple des menuisiers, des électriciens et des plombiers.

**Politiques exhaustives en matière de logement et capacité de les appliquer** – Des politiques qui traitent de diverses questions relatives au logement, qui sont faciles à interpréter au moment d'élaborer les lignes directrices des programmes et qui s'adaptent à de nouvelles réalités; la capacité de mettre en œuvre et d'appliquer efficacement de telles politiques pour en maintenir l'intégrité.

**Garantie fournie au prêteur** – Offrir un recours au prêteur en cas de défaut de paiement de l'emprunteur.

**Disponibilité et accessibilité du financement** – Possibilité d'obtenir du financement auprès de prêteurs et par l'entremise de divers programmes de financement.

**Financement des infrastructures** – Financement des infrastructures et du raccordement aux services publics pour favoriser la construction de logements de propriété privée.

**Options d'accession à la propriété adaptées à différents groupes socio-économiques** – Des programmes d'accession à la propriété qui s'adressent à des membres ayant différents profils sociaux et économiques (p. ex. : niveaux de revenu, taille de la famille, besoins spéciaux, etc.).

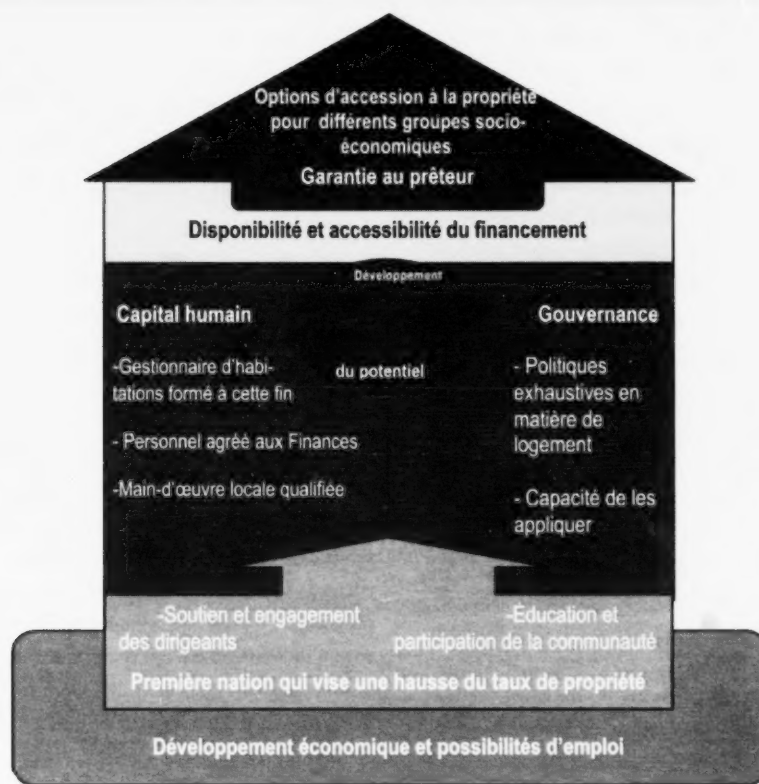


Diagramme 1 Modèle visant à diversifier les options offertes aux différents groupes socio-économiques

### Fondements du logement du marché dans les collectivités des Premières nations

Bien qu'il existe plusieurs façons d'améliorer l'accèsion à la propriété et le logement du marché dans les collectivités des Premières nations, la présente étude a permis de dégager un modèle général. Ce modèle est illustré dans le diagramme 1 et regroupe toutes les conditions préalables recensées dans le cadre de l'étude. Cette synthèse offre un cadre de discussion. Elle ne doit pas être utilisée comme une feuille de route qui indique les étapes à suivre par une Première nation qui souhaite augmenter ses taux de propriété.

**Le développement économique et les possibilités d'emploi** favorisent des taux de propriété plus élevés, car les personnes occupant des emplois rémunérés sont plus aptes à assumer les coûts de leur logement et plus susceptibles d'obtenir des prêts à l'habitation des institutions financières. Dans une certaine mesure, cela soutient le développement du potentiel d'une collectivité, car une hausse de l'activité en construction résidentielle contribue au renforcement d'une main-d'œuvre locale. Les huit collectivités participantes ont démontré un engagement actif du fait d'avoir développé

leur économie et créé des emplois pour leurs membres. Grâce à leurs activités dans des domaines liés aux ressources naturelles, au tourisme, aux services aux entreprises ou à la vente au détail, ces Premières nations ont obtenu des résultats supérieurs à la moyenne nationale sur le plan de l'emploi.

Ainsi, la Première nation de Millbrook s'est démarquée par son approche proactive envers le développement économique. Elle a notamment créé une société d'experts-conseils en technologie du Web et elle a formé une entreprise commune avec une société privée pour créer un parc commercial abritant des entreprises des secteurs de l'alimentation et des loisirs. La Première nation utilise une partie des recettes tirées de ces activités pour financer son programme d'accèsion à la propriété.

**Le soutien et l'engagement des dirigeants** des Premières nations et la **participation et l'éducation de la collectivité** constituent les assises des Premières nations qui cherchent à créer des options en matière d'accèsion à la propriété. Le soutien et l'engagement des dirigeants facilitent la participation et l'éducation de la collectivité et, inversement, les collectivités exercent une influence sur le niveau de

soutien et d'engagement du chef et du conseil. Ces conditions préalables favorisent la transparence de la gouvernance et entraînent la croissance du capital humain et du système de gouvernance.

À titre d'exemple, pendant l'élaboration de son programme de location avec option d'achat, le conseil de la Première nation Blood Tribe a offert un appui solide et soutenu au directeur de l'habitation en approuvant les budgets, les plans et les demandes de garantie d'emprunt. Le nouveau programme a été publicisé à l'aide de communiqués dans les journaux locaux, d'annonces à la radio et d'affiches, de circulaires et d'autres avis distribués aux membres de la collectivité.

Plusieurs Premières nations ayant participé à l'étude ont développé à peu de frais certains aspects de leurs programmes d'accession à la propriété. Pour renforcer leur gouvernance, ces Premières nations ont tiré parti d'une **politique exhaustive en matière de logement**. Il a parfois fallu apporter quelques modifications pour tenir compte de l'évolution des besoins, s'adapter au contexte et éliminer les disparités entre des pratiques d'administration et de gestion. Pour que les politiques du logement soient efficaces, il a aussi fallu déterminer **comment les appliquer** et amener les collectivités à bien les comprendre et à en respecter les objectifs. Cette mesure a favorisé une prise de décisions juste et équitable dans l'administration des programmes d'accession à la propriété et a contribué à responsabiliser davantage les décideurs.

À titre d'exemple, l'un des principaux facteurs de réussite pour la Première nation de Williams Lake est le niveau de précision de sa politique du logement élaborée avant la mise en œuvre du programme d'accession à la propriété. Cette politique énonce clairement les lignes directrices, les exigences et les processus que doivent respecter tous les membres qui désirent participer au programme d'accession à la propriété. Elle comporte des renseignements particuliers concernant l'admissibilité au programme et l'allocation d'une aide financière; les titres fonciers; les garanties d'emprunt et la reprise de possession; et les exigences en matière d'entretien et d'assurance. Cette politique décrit également les rôles et responsabilités des divers services des Premières nations qui participent à la gestion et à l'administration du programme d'accession à la propriété, ce qui améliore l'efficacité de sa prestation.

#### **Conclusion importante de la recherche concernant l'élaboration de politiques sur des options d'accession à la propriété**

- Bien qu'il soit possible de mettre en œuvre des programmes d'accession à la propriété sans avoir au préalable adopté une politique exhaustive et applicable, il n'est pas possible de soutenir ces mêmes programmes sans disposer d'une telle politique et être en mesure de l'appliquer.

**Des gestionnaires d'habitations ayant été formés à cette fin et des agents financiers agréés**, voilà le capital humain nécessaire à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la gestion de programmes d'accession à la propriété et d'options novatrices en matière de logement du marché. S'ils possèdent de meilleures connaissances et ont reçu une formation appropriée, ces employés créent des synergies entre eux et au sein de leurs services et n'en sont que plus efficaces. En outre, ils favorisent le transfert des connaissances. Les professionnels du logement ayant reçu la formation voulue pour les tâches à accomplir et les agents financiers agréés possèdent les compétences et les connaissances nécessaires à la prestation et à l'élaboration de programmes d'accession à la propriété. De plus, ils jouent souvent un rôle important en ce qui a trait à la conception adéquate des projets de construction et à leur réalisation selon l'échéancier et le budget prévus.

La Première nation de Constance Lake a constaté que la disponibilité d'un gestionnaire d'habitations qui s'y connaît dans le domaine et qui possède de l'expérience en gestion d'habitations et en projets d'habitations est un facteur important de la mise en œuvre et du maintien de son programme d'accession à la propriété. Les représentants de la Première nation de Miawpukek ont quant à eux souligné que la formation en gestion d'habitations et en gestion immobilière offerte à leur gestionnaire d'habitations est venue compléter les connaissances en gestion budgétaire de cette dernière, ce qui a amélioré la prestation du programme d'accession à la propriété. La Première nation Whitecap Dakota Sioux reconnaît que la gestion financière est un volet crucial à la prestation de son programme d'accession à la propriété et a embauché son personnel sur la base de l'expérience, du mérite et des connaissances. Les gestionnaires d'habitations de l'Opaskwayak Cree Nation, de la Première nation de Miawpukek et de la Première nation d'Eagle Village ont tous souligné que l'accès à des **ouvriers locaux qualifiés** était un facteur essentiel à l'élaboration et à la réussite de leurs programmes d'accession à la propriété et contribuait à maintenir les prix peu élevés.

**Le développement du potentiel** est nécessaire à l'acquisition et au renforcement des compétences et des connaissances d'un gouvernement autochtone et de la main-d'œuvre. En matière de logement, le développement du potentiel influe favorablement sur la capacité d'une collectivité d'édifier, de maintenir et de gérer les principales composantes de ses logements.

Le renforcement des piliers que sont la « gouvernance » et le « capital humain », comme le montre la figure 1, permet à une Première nation de progresser vers le logement du marché et d'offrir des programmes qui donnent aux ménages la possibilité d'accéder à la propriété.

Il est d'usage d'offrir une **garantie** aux institutions financières **prêteuses**; ces dernières n'offriront généralement des prêts à



l'habitation que si un instrument quelconque leur garantit l'accès à des actifs représentant la valeur de ces emprunts. Dans les huit collectivités participantes, l'étude a démontré que c'est la Première nation elle-même qui s'est portée garante ultime des ménages auxquels les institutions financières ont accordé un prêt à l'habitation.

Toutefois, l'une des Premières nations à l'étude, la Première nation Whitecap Dakota Sioux, a innové dans ce domaine. Elle a achevé le processus de désignation des terres prévu à la *Loi sur la gestion des terres des Premières nations* et a adopté une approche différente pour offrir un filet de sécurité aux prêteurs tout en conférant la responsabilité financière aux emprunteurs. Les prêteurs privés ont demandé aux membres de la Première nation de se constituer en personne morale non autochtone lorsqu'ils désirent obtenir un emprunt. La nouvelle personne morale obtient ensuite de la Première nation un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans pour la location d'une portion des terres désignées, qui est pour sa part détenue en garantie par le prêteur privé. En cas de non-paiement du prêt hypothécaire, le prêteur privé maintient le contrôle du bail et peut vendre la maison à un autre membre de la Première nation, si ce membre est approuvé par le chef et le conseil.

La **disponibilité et l'accessibilité du financement**, tant pour la construction de logements que pour le développement des infrastructures, sont des préalables importants, voire universels, pour que les Premières nations puissent offrir des options d'accession à la propriété à différents groupes socio-économiques de leurs collectivités. En ce qui a trait aux infrastructures, l'étude a démontré que la disponibilité du financement pour le raccordement aux services publics (ou à des lots déjà viabilisés) était un facteur déterminant de la prestation de programmes d'accession à la propriété et aidait les ménages à obtenir le financement nécessaire aux nouvelles constructions.

Le haut du diagramme 1 représente l'objectif ultime, celui d'offrir un plus grand nombre **d'options de logement aux différents groupes socio-économiques**. Comme il a été mentionné précédemment, les Premières nations participantes ont adopté différentes approches en matière de logements du marché. Elles ont élaboré et offert divers programmes qui aident les ménages à accéder à la propriété.

### **Programmes permettant d'offrir des logements aux conditions normales du marché dans les réserves**

Chacune des huit collectivités des Premières nations a des besoins, des défis et des actifs qui lui sont propres en matière de logement et a élaboré ses programmes d'accession à la propriété en conséquence. Le financement public des Premières nations et du gouvernement fédéral comprend une aide à la mise de fonds et des subventions pour le raccordement des lots aux services publics. Ces fonds, jumelés à l'avoir propre des ménages, favorisent l'obtention de prêts des institutions

financières. Les subventions à long terme à valoir sur le remboursement des emprunts ont souvent été associées à des programmes de location avec option d'achat. Certains programmes n'occasionnent aucun coût immédiat à la Première nation, comme l'émission de garanties de prêts aux membres admissibles à un prêt à l'habitation d'une institution financière. D'autres programmes prévoient une aide en nature pour la construction des habitations, par exemple, la main-d'œuvre pour réaliser des travaux de menuiserie ou d'électricité. Il y a même des collectivités qui offrent des programmes éducatifs et offrent des ressources et des conseils aux propriétaires-occupants éventuels sur des questions relatives aux finances personnelles et à l'entretien de base des maisons.

Les programmes sont financés à même les sources de revenus des Premières nations ou par des fonds fédéraux. Plusieurs des Premières nations ayant participé à l'étude se sont servies de leurs entreprises commerciales et de leurs activités de développement économique pour générer du capital à investir dans leurs programmes d'accession à la propriété. Les fonds fédéraux proviennent quant à eux de deux sources principales : 1) le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (AINC), par l'entremise de son Programme d'immobilisations et d'entretien et 2) la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), principalement par l'entremise de son Programme de logement sans but lucratif dans les réserves. Les Premières nations ont également eu recours au Programme d'assurance prêt dans les réserves (SCHL), avec garantie d'emprunt ministérielle (AINC) pour obtenir du financement par emprunt.

Les Premières nations ont souvent combiné plusieurs types de programmes décrits ci-dessous pour offrir un soutien adapté à leur collectivité.

## **CONCLUSION – LEÇONS APPRISSES**

La recherche dont il est question ici a mis l'accent sur la mesure dans laquelle certaines Premières nations ont amélioré l'accession à la propriété afin de mieux comprendre le processus par lequel le logement du marché pourrait se développer dans les collectivités des Premières nations. En tenant compte des données recueillies lors des visites sur le terrain, on a formulé des conclusions concernant les facteurs de succès et leur interrelation, qui ont été généralisés à titre de conditions préalables pour faire de l'accession à la propriété une réalité dans les collectivités des Premières nations qui ont participé aux travaux de recherche.

Le soutien et l'engagement des dirigeants et l'éducation et la participation de la collectivité sont les deux conditions préalables les plus souvent présentes dans les collectivités ayant participé à cette étude, ce qui souligne leur importance comme piliers d'un programme visant à offrir des logements aux conditions normales du marché. Les dirigeants peuvent rallier la collectivité, convoquer des assemblées et encourager des initiatives, mais la collectivité peut également orienter les dirigeants, modifier les comportements et fournir des indications

Types de programmes	Caractéristiques du programme
Garanties d'emprunts	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Fournissent une garantie aux institutions financières</li> <li>■ Dans la plupart des cas, les prêts sont garantis par les Premières nations</li> <li>■ Parmi les instruments financiers : comptes en fiducie des Premières nations et assurance prêt garantie par garanties d'emprunt ministérielles</li> </ul>
Aide financière	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Contribue à faire de l'accession à la propriété une option abordable</li> <li>■ Aide à l'obtention de financement</li> <li>■ Parmi les sources de financement : sources de revenus des Premières nations et financement d'AINC</li> </ul>
Location avec option d'achat	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Options qui permettent à des locataires ayant un piètre dossier de crédit d'économiser en vue d'acquérir leur logement</li> <li>■ Contribue à promouvoir l'accession à la propriété dans la collectivité tout en conférant à la Première nation le contrôle sur la gestion des actifs</li> <li>■ Parmi les sources de financement : revenus de location, sources de revenus des Premières nations, financement d'AINC et Programme de logement sans but lucratif dans les réserves de la SCHL</li> </ul>
Contribution en nature	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Subventions pour des travaux de menuiserie et d'électricité qui offrent aux propriétaires-occupants éventuels des travaux déterminés pour la construction de leur nouvelle maison</li> <li>■ Contribue à la diminution des coûts de construction, à offrir des emplois locaux et à conserver un bassin d'ouvriers certifiés dans la collectivité</li> </ul>
Formation sur l'accession à la propriété	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Prépare les propriétaires-occupants éventuels aux responsabilités liées au paiement et à l'entretien de leur maison</li> <li>■ Offre d'importants avantages aux collectivités qui désirent mettre en œuvre, gérer et maintenir leurs programmes d'accession à la propriété</li> </ul>

utiles. Lorsqu'elles sont toutes deux présentes, ces conditions préalables offrent une base solide pour aller de l'avant avec des programmes de logements du marché.

La mise en place de structures de gouvernance appropriées qui tiennent compte des besoins, du contexte et de la culture d'une collectivité assure la supervision et la reddition de comptes nécessaires à l'élaboration de programmes d'accession à la propriété viables. Toutes les collectivités ayant participé à l'étude ont reconnu l'importance d'une politique du logement et de son caractère évolutif. L'élaboration ininterrompue de politiques exhaustives et détaillées facilite le développement du potentiel et la définition de directives claires.

L'embauche de gestionnaires d'habitations ayant reçu une formation adéquate et de personnes agréées au service des finances augmente la capacité administrative et favorise l'efficacité et les synergies dans la prestation des programmes. Ces personnes possèdent les compétences nécessaires pour améliorer la gestion financière, la planification et la gestion des projets.

La suppression des obstacles relatifs au mode d'occupation des terres et la mise en place de mécanismes de garantie des prêts à l'habitation offrent aux ménages des Premières nations un meilleur accès au financement

du secteur privé. Divers programmes aident les ménages à surmonter ces obstacles, notamment des programmes de garanties d'emprunts, d'aide à la mise de fonds pour faciliter l'obtention d'emprunts et d'autres programmes de soutien qui réduisent les coûts initiaux.

Enfin, le développement économique et les occasions d'emploi favorisent une augmentation des taux de propriété puisqu'ils influent sur la capacité des ménages d'assumer les coûts de leur logement et d'obtenir des prêts à l'habitation. Les huit collectivités ayant participé à cette étude ont démontré leur engagement actif envers le développement de leur économie et la création d'emplois, contribuant ainsi à un environnement économique propice à la croissance et à l'expansion des programmes de logements aux conditions normales du marché.

Il est possible que des recherches plus poussées puissent produire d'autres résultats, et en conséquence, mener à la découverte d'autres conditions préalables favorisant l'offre de logements du marché. C'est pourquoi le résumé donné dans ce Point en recherche ne doit pas nécessairement servir de modèle à suivre par des Premières nations pour accroître le taux d'accession à la propriété. Il pourrait toutefois servir de point de référence utile dont on tiendra compte lorsqu'il est question de stratégies visant à favoriser l'offre de logements du marché et à faciliter l'accession à la propriété.

## ANNEXE A – PREMIÈRES NATIONS PARTICIPANTES

Première nation	Province	Population dans la réserve	Proximité et population de l'endroit le plus proche offrant des services
Blood Tribe	Alberta	4 177	62 km 10 302
Constance Lake	Ontario	702	40 km 5 620
Eagle Village	Québec	270	70 km 52 771
Miawpukek	Terre-Neuve-et-Labrador	867	47 km 13 558
Millbrook	Nouvelle-Écosse	703	Moins de 5 km 11 765
Opaskwayak	Manitoba	2 578	21 km 5 589
Whitecap Dakota Sioux	Saskatchewan	235	29 km 222 717
Williams Lake	Colombie-Britannique	237	Adjacent à la collectivité 10 744

**Agent de projet à la SCHL :** Antoine Pomerleau

**Consultants :** Partnering First Solutions Inc.

### Recherche sur le logement à la SCHL

Aux termes de la partie IX de la *Loi nationale sur l'habitation*, le gouvernement du Canada verse des fonds à la SCHL afin de lui permettre de faire de la recherche sur les aspects socio-économiques et techniques du logement et des domaines connexes, et d'en publier et d'en diffuser les résultats.

Le présent feuillet documentaire fait partie d'une série visant à vous informer sur la nature et la portée du programme de recherche de la SCHL.

Pour consulter d'autres feuillets *Le Point en recherche* et pour prendre connaissance d'un large éventail de produits d'information, visitez notre site Web au

**[www.schl.ca](http://www.schl.ca)**

ou communiquez avec la

Société canadienne d'hypothèques et de logement  
700, chemin de Montréal  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0P7

Téléphone : 1-800-668-2642

Télécopieur : 1-800-245-9274

©2009, Société canadienne d'hypothèques et de logement  
Imprimé au Canada  
Réalisation : SCHL

06-03-09

Bien que ce produit d'information se fonde sur les connaissances actuelles des experts en habitation, il n'a pour but que d'offrir des renseignements d'ordre général. Les lecteurs assument la responsabilité des mesures ou décisions prises sur la foi des renseignements contenus dans le présent ouvrage. Il revient aux lecteurs de consulter les ressources documentaires pertinentes et les spécialistes du domaine concerné afin de déterminer si, dans leur cas, les renseignements, les matériaux et les techniques sont sécuritaires et conviennent à leurs besoins. La Société canadienne d'hypothèques et de logement se dégage de toute responsabilité relativement aux conséquences résultant de l'utilisation des renseignements, des matériaux et des techniques contenus dans le présent ouvrage.